

# ***AUTONOMIE ALIMENTAIRE ET POLITIQUE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC : où en sommes-nous ?***

**Par François L'Italien et Gabriel Bourgault-Faucher**  
IRÉC

**IRÉC**

INSTITUT DE RECHERCHE EN  
ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Octobre 2025

## ***AUTONOMIE ALIMENTAIRE ET POLITIQUE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC : où en sommes-nous ?***

François L'Italien

Gabriel Bourgault-Faucher

IRÉC

Qu'en est-il de l'objectif d'accroître l'autonomie alimentaire au Québec, cinq ans après le début de la covid-19 où la notion a suscité un important regain d'intérêt ? Avec la publication récente de la Politique bioalimentaire 2025 - 2035<sup>1</sup>, nous pouvons dire qu'il continue d'être au cœur des politiques du gouvernement du Québec. S'il est vrai que cette ambition demeure relativement peu définie, elle fait cependant écho à des préoccupations nourries depuis longtemps par les Québécois et les Québécoises.

La publication de la Politique bioalimentaire est l'occasion de contribuer à définir et préciser cette ambition. La présente fiche est la première d'une série visant à faire le point sur ses tenants et aboutissants, ainsi qu'à mettre en lumière certaines des mesures institutionnelles les plus prometteuses pour faire avancer le Québec sur ce chemin.

### ***Autosuffisance, souveraineté et autonomie alimentaire : trois notions, une même ambition***

Soulignons d'abord que le projet d'autonomie alimentaire est l'expression récente d'une ambition forte, portée ici depuis le dernier tiers du siècle dernier : celle de maîtriser et de recentrer le développement du domaine bioalimentaire sur le Québec et ses régions. Cette ambition est portée par des choix de société qui ont été réitérés dans l'histoire récente à travers des politiques et des interventions publiques. Des effets structurants sur l'économie régionale et locale, à la réduction de la dépendance aux chaînes d'approvisionnement mondialisées, en passant par l'amélioration de l'offre de produits de qualité destinés à nourrir les gens d'ici, les raisons expliquant ces choix sont nombreuses. Nous retrouvons la même ambition en agriculture comme dans les pêches, où l'intervention publique s'est attardée à soutenir le modèle du propriétaire-exploitant ou du capitaine-propriétaire ancré dans son milieu.

---

<sup>1</sup> MAPAQ (2025), *Nourrir nos ambitions – Politique bioalimentaire 2025-2035*. [\[En ligne\]](#)

C'est en 1977 que l'on peut faire remonter la première politique visant explicitement à maîtriser et à recentrer le domaine bioalimentaire sur le Québec et ses régions. Cette année-là, Jean Garon, alors ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, faisait de l'autosuffisance alimentaire la pierre de touche de sa politique agricole. Axée sur l'objectif de « nourrir le Québec », elle visait à ce que les produits bioalimentaires d'ici soient davantage consommés ici. Il y avait derrière ce projet la volonté de substituer les importations d'aliments en structurant des chaînes d'approvisionnement régionales et nationales, ainsi qu'en impliquant la grande distribution alimentaire. Certaines denrées de base étaient plus spécifiquement ciblées par cette politique, à commencer par les fruits et légumes, le bœuf et les céréales.

Cet élan est freiné au cours des décennies 1980 et 1990, où les politiques bioalimentaires s'inscrivent dans le mouvement de libéralisation de l'économie. Ce dernier favorise le retour du laisser-faire et l'intégration du système bioalimentaire aux marchés internationaux. Mais la concentration des décisions par des multinationales du bioalimentaire et les effets économiques que cela induit dans plusieurs pays et régions provoquent une levée de boucliers. C'est ainsi que la notion de souveraineté alimentaire entre en scène au début des années 2000. Cette notion propose une vision de l'alimentation et de l'économie reposant sur l'idée que les aliments ne sont pas une simple marchandise. Elle est surtout l'expression de la capacité des États nationaux à décider par eux-mêmes et pour eux-mêmes des politiques agricoles et bioalimentaires.

Ainsi, de nombreux mémoires présentés à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) en 2007 ont émis le souhait que l'État québécois se dote d'une politique bioalimentaire inspirée de la notion de souveraineté alimentaire. Celle-ci est reprise par le Parti Québécois, qui en fait en 2013 le pilier de sa politique bioalimentaire. Présentant des inflexions somme toute mineures face aux précédentes, cette politique ne sera jamais pleinement déployée en raison de l'arrivée au pouvoir, peu de temps après, du Parti libéral du Québec.

## ***L'autonomie alimentaire : un point de départ***

C'est avec la pandémie et les menaces de rupture des chaînes d'approvisionnement que la notion d'autonomie alimentaire a été mise de l'avant par la Coalition Avenir Québec. Rapidement et sans définir clairement la notion, le gouvernement s'est positionné pour dire que la Politique bioalimentaire 2018-2025 du Québec, mise en place par le gouvernement libéral précédent, « incarnait » l'autonomie alimentaire. Ainsi, une série de mesures, déjà prévues à l'agenda et au budget du MAPAQ, ont été annoncées au nom de l'autonomie alimentaire. L'encadré suivant identifie quelques-unes d'entre elles.

## *Les mesures en appui à l'autonomie alimentaire au Québec*

- La Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois (SNAAQ), qui vise à accroître l'approvisionnement des services alimentaires institutionnels publics en aliments produits ou préparés au Québec ;
- Le Plan d'agriculture durable 2020-2030, qui souhaite stimuler l'adoption de pratiques agroenvironnementales performantes ;
- Des annonces de différentes mesures pour soutenir l'achat local, grâce notamment à l'intensification des campagnes publicitaires de la marque « Aliments du Québec » et de ses déclinaisons ;
- La Stratégie de développement des serres 2020-2025, qui vise à accroître la production en serres ;
- Un Plan de développement des communautés nourricières, lequel invite les municipalités et les communautés autochtones à élaborer des projets de systèmes alimentaires locaux ;
- Le programme de développement territorial et sectoriel, ouvert en 2023.

En dépit de son imprécision initiale, l'autonomie alimentaire a servi de motif pour instaurer des mesures positives, destinées à orienter l'action publique vers le développement d'un bioalimentaire centré sur les intérêts du Québec et de ses régions. Il s'agit pour cela d'un point de départ pertinent à partir duquel travailler pour développer le potentiel du bioalimentaire québécois. Des mesures telles que celles présentées dans l'encadré, notamment la SNAAQ dont nous traiterons dans une prochaine fiche, concrétisent déjà l'ambition dont elle est porteuse et ouvrent en ce moment de nouvelles opportunités pour tout le Québec.

La nouvelle mouture de la Politique bioalimentaire 2025-2035 qui vient de paraître place de nouveau l'autonomie alimentaire au cœur de sa vision. Si les mesures déjà en place visant à renforcer les circuits régionaux et nationaux d'approvisionnement, ainsi qu'à densifier les relations entre producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs constituent des avancées significatives, elles gagneront à être consolidées et propulsées par d'autres initiatives, qui viendront prendre appui sur les réalisations en cours.

# MISSION ET MANDAT DE L'IRÉC

L'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) est un organisme à caractère scientifique. Son objectif est d'appuyer et d'encourager la recherche en économie tant générale que politique ou sociale afin de chercher, avec d'autres, les meilleures voies de réalisation du bien commun et une meilleure définition du rôle que doivent jouer les différents acteurs sur les scènes économiques locales et mondiales. L'IRÉC souhaite d'abord et avant tout promouvoir une réflexion sur les grands enjeux économiques de notre époque et élargir l'espace de délibération entre les divers acteurs socio-économiques et politiques. L'IREC est un organisme indépendant, sans but lucratif.

## INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

10 555, avenue de Bois-de-Boulogne  
Montréal (Québec), H4N 1L4

Tel : 514 -380-8916 | [www.irec.quebec](http://www.irec.quebec) | [info@irec.quebec](mailto:info@irec.quebec)